

Coronavirus : le FMI recommande de taxer les riches

Alors que Gérald Darmanin a déclaré, le 21 avril 2020, qu'il n'était pas « raisonnable » de réinstaurer l'Impôt sur la fortune (ISF), supprimé par Emmanuel Macron et remplacé par l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI), le Fonds monétaire international a un avis complètement opposé. En cette crise du coronavirus Covid-19, il conviendrait de demander aux riches un effort de solidarité.

Augmenter les impôts des riches pour assurer des revenus fiscaux

Dans un avis publié sur son site le 6 avril 2020, le FMI revient sur les enjeux de la crise et, notamment, sur les impôts. Les gouvernements du monde entier sont en effet en train de tenter de sauver l'économie avec des aides fiscales aux entreprises et aux foyers. La France, à elle seule, mobilisera 110 milliards d'euros et garantira 300 milliards d'euros de prêts si ce n'est plus.

Le problème est celui du remboursement des dettes : où trouver l'argent ? Le FMI, qui pourtant est généralement plutôt en faveur d'une imposition basse permettant de garantir la croissance, a dû revenir sur ses habitudes et conseille de faire appel aux riches : l'idée est de leur imposer une « surcharge de solidarité » au niveau des impôts.

Dans ses conseils aux gouvernements, le FMI écrit en effet : « réfléchir à une augmentation des taux sur l'impôt sur le revenu, les propriétés de luxe et les taxes sur la fortune ». L'institution estime également qu'il serait possible d'augmenter les taxes sur les carburants, du fait des prix exceptionnellement bas du pétrole, « sans augmenter le prix à la consommation ».

Une idée qui fait son chemin

Si le gouvernement ne semble pas enclin à réinstaurer l'ISF, qui rapportait près de 3 milliards d'euros par an à l'État, les syndicats commencent à demander des actions similaires. Ainsi, le 21 avril 2020, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, le syndicat avec lequel le gouvernement a travaillé pour réaliser de nombreuses réformes, a déclaré au journal Ouest-France qu'il serait intéressant d'instaurer un impôt exceptionnel pour répondre à la crise du Covid-19 et aux dépenses qu'elle entraîne.

« Il existe plusieurs pistes pour dégager des marges de manoeuvre. Je pense, notamment, à la création d'un impôt exceptionnel sur des entreprises liées à des secteurs qui n'ont pas été impactés par la crise, voire qui ont réalisé des bénéfices », a-t-il déclaré.

Pas sûr, toutefois, que le gouvernement va suivre la tendance.